

A. Chliapnikov :
remarques
sur la France
(1925)

Né à Mourom, fils d'un homme qui fut tour à tour meunier, manœuvre, charpentier et commis, Alexandre Chliapnikov (1884-1937) dut travailler très tôt dans son enfance après la mort de son père, quand il avait quatre ans.

Il devient militant du Parti social-démocrate à Mourom, où il travaille en usine en 1904, est arrêté cette même année, libéré par l'amnistie d'octobre 1905, arrêté de nouveau à la fin de l'année et emprisonné jusqu'en 1907.

En 1908, il part en Europe occidentale, travaille d'usine en usine en France, en Angleterre, en Allemagne, revient en Russie en avril 1914. Après une brève tournée dans les pays scandinaves, il devient responsable du bureau russe du comité central du Parti bolchevique en novembre 1915, puis est coopté au comité central. En février 1917, il est élu au comité exécutif du soviet, élu président en avril du syndicat des métallurgistes de Pétersbourg, puis, trois mois plus tard, président national du syndicat, et enfin est nommé commissaire au Travail du premier Conseil des commissaires du peuple.

Il constitue en décembre 1920 avec Medvedev, qui l'a remplacé à la tête du syndicat des métallos, Kisselev, président du syndicat des mineurs, et Alexandra Kollontai, l'Opposition ouvrière, qui dénonce le bureaucratisme et réclame que la gestion de l'économie soit confiée aux syndicats.

Après le X^e Congrès (1921), il dirige en tant que membre du comité central la commission pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs et appartient à la commission centrale d'épuration du parti. Il est réélu au comité central. Bien que l'Opposition ouvrière ait été formellement dissoute, en février 1922, vingt-deux de ses anciens dirigeants rédigent un appel au comité exécutif du Comintern, demandant son intervention contre un certain nombre de violations de la démocratie du parti.

Le XI^e Congrès du parti, en mars 1922, condamne cet appel en reprochant aux signataires des informations fausses et tendancieuses sur la vie interne du parti. Son exclusion du comité central est demandée, mais il manque dans le comité central une voix pour qu'elle soit votée. Chliapnikov n'est pas exclu, mais il s'écarte de la vie politique active. Cependant, lors de la discussion de 1923, il envoie un texte à la direction, "*Nos divergences*", où il dénonce le non-respect de la résolution du X^e Congrès sur la démocratie dans le parti et souligne ironiquement que certains partisans de la démocratie en 1923 ne l'étaient pas en 1921 ou 1922, mais que l'essentiel est dans la bataille pour que l'appareil n'avale pas les promesses de démocratie ouvrière contenues dans la résolution du bureau politique sur le "Cours nouveau".

Le bureau politique publie son texte dans la *Pravda* (18 janvier 1924), le dernier jour de la XII^e Conférence du parti, une fois tous les votes exprimés !

En 1924-1925, le secrétariat du comité central, c'est-à-dire Staline, l'envoie à Paris comme conseiller de la légation soviétique. Il publie à son retour des souvenirs de ce voyage, dont sont extraites les pages ci-après.

En 1924, son camarade Medvedev adresse à un ancien de l'Opposition ouvrière de Bakou, qui la fait lire à deux ou trois camarades, une lettre

violente contre la politique nationale et internationale de la direction. Ainsi, Medvedev qualifie les dirigeants des PC étrangers de *“bande de domestiques petits-bourgeois, soutenus par l’or russe”*. La direction du parti azerbaïdjanais dénonce la reconstitution d’un groupe de l’Opposition ouvrière, mais la commission centrale de contrôle doit reconnaître le caractère fallacieux de l’accusation.

Deux ans plus tard, en pleine lutte contre l’Opposition unifiée, Chliapnikov envoie à la revue du comité central, *Le Bolchevik*, un article où, sans s’associer à l’Opposition unifiée, il dénonce les manœuvres de la direction, qui l’a invité à attaquer l’Opposition pour se venger de ses dirigeants (surtout Zinoviev), lesquels avaient en vain réclamé de Lénine son exclusion cinq ans plus tôt. Impossible, dit Chliapnikov, d’*“obéir à des motifs de vengeance politique et personnelle”*. Ce faisant, il appuie l’Opposition aux yeux de Staline, qui ressort la lettre de 1924, présentée comme une prétendue plate-forme de Bakou, avec un double objectif : affirmer l’existence d’un bloc Trotsky-Zinoviev-Chliapnikov (auquel on attribue comme plate-forme politique la *“lettre de Bakou”*, dont il n’a pas écrit ni signé une ligne).

A la fin de 1926, Chliapnikov et Medvedev publient une déclaration mesurée condamnant les propos de la *“lettre de Bakou”*, puis s’éloignent définitivement de l’activité politique.

Chliapnikov écrit des souvenirs extrêmement précieux sur la révolution de 1917, où il n’évoque qu’une fois Staline, et en termes peu flatteurs. Il ne peut publier normalement le dernier tome de ces souvenirs, dénoncés dans la *Pravda* comme *“non bolcheviks”*. Il est exclu du parti en 1933.

Au lendemain du meurtre de Kirov, Chliapnikov est arrêté en janvier 1935, avec 17 autres militants accusés d’avoir reconstitué une organisation clandestine (imaginaire) d’Opposition ouvrière. Il est accusé de ne pas *“avoir mené le combat contre l’opposition trotskyste”* (ce qui est vrai) et de dégénérescence bourgeoise parce que, en tant que gérant de coopérative, il a refusé de céder à un bureaucrate du comité de Moscou, dont Kaganovitch lui-même avait signé le billet, un appartement revenant, selon la liste d’attente, à un travailleur sans parti.

Il est condamné à cinq ans d’exil, puis arrêté de nouveau au début de 1937. Bien que très malade, il refuse de faire aucun des aveux que le NKVD veut mettre dans sa bouche (en particulier, d’avoir passé un accord avec Zinoviev pour assassiner Staline) et est fusillé en septembre 1937 avec son camarade Medvedev.



A. Chliapnikov (1884-1937).

“La Charte d’Amiens n’exprime rien d’autre que les véritables sentiments de la classe ouvrière”

PENDANT mon séjour à Paris, j’ai eu maintes occasions de rencontrer des gens que j’avais bien connus autrefois, qui étaient alors des dirigeants syndicaux et dont un certain nombre l’étaient restés. Je me suis souvent rendu à la Confédération générale du travail et j’ai pu avoir, sur toute une série de sujets, des discussions avec certains des représentants de l’actuelle confédération réformiste et des rédacteurs de sa revue *Le Peuple*.

Au secrétariat de la CGT, rue Lafayette, parmi mes anciennes connaissances, je rencontrai l’actuel secrétaire, de fait, de la CGT, Lenoir, le rédacteur en chef Mignon, l’ex-secrétaire de la fédération parisienne des métallurgistes, Dubreuil. Ce qui m’intéressait avant tout, c’était de savoir quelle était leur attitude envers notre pays et notre révolution. Dans l’hebdomadaire de la confédération, je n’avais pas vu un seul article qui témoignât d’une quelconque bienveillance pour notre révolution. Cela m’avait stupéfait. J’avais connu nombre d’entre eux, avant la guerre, comme des gens dévoués depuis longtemps à la cause ouvrière. Et dans leur organe, *Le Peuple*, nos ennemis, socialistes-révolutionnaires et mencheviks, faisaient souvent passer leurs informations sur l’Union soviétique ou étaient à la source

d’articles délibérément hostiles à notre égard.

Au cours de longues conversations, Lenoir, Million, Dubreuil, Lab, Blanchard et d’autres m’expliquèrent que la logique de la lutte interne contre les communistes français les avait poussés à occuper cette position hostile. Ils déclarèrent aussi qu’ils étaient prêts à reconsidérer leur attitude, mais exigeaient au préalable que les communistes français changent d’attitude envers eux. En tant que diplomate, je n’avais aucune possibilité de satisfaire à ce genre d’exigence. Eux tenaient Moscou pour directement responsable de la campagne, selon eux calomniatrice, que menait contre eux la presse communiste. Je tentais, comme je pouvais, de dissiper leurs accusations et leurs soupçons, mais je ne parvins même pas à les convaincre que le Parti communiste français avait sa propre politique et n’avait pas besoin de la sanction de Moscou pour décider de ses relations avec eux.

À l’époque où j’ai vécu et travaillé en France (1) et, en particulier, à Paris et en banlieue parisienne, je m’étais fait un grand nombre d’amis ouvriers. J’avais été membre de la direction du syndicat

(1) À la veille de la guerre (NDLR).

des mécaniciens et adhérent de la section d'Asnières du Parti socialiste ; j'ai donc pu non seulement étudier le mouvement ouvrier français, mais aussi y prendre une part active comme socialiste et comme métallurgiste travaillant en usine et syndiqué. Il va de soi que, dès que des journaux parisiens eurent mentionné mon nom, toute une série de mes anciens amis se mirent à ma recherche. J'ai moi-même recherché ceux qui ne connaissaient pas mon nom de famille russe. J'ai ainsi retrouvé tous les amis que j'avais eus, tant au travail qu'au parti ou au syndicat.

La guerre et la lutte interne après la guerre, la scission dans le Parti socialiste et les syndicats ne pouvaient pas ne pas influencer sur l'état d'esprit et les positions de mes anciens amis. Ils se retrouvaient dans des camps politiques différents. Ayant travaillé dans de nombreuses usines, fabriques et ateliers, et de par mes responsabilités politiques et syndicales, j'avais des amis personnels dont les professions étaient les plus diverses. Il y avait des métallurgistes de toutes catégories, des ouvriers de la presse, du bâtiment, des transports, des employés des secteurs de l'industrie et le commerce, en un mot des représentants des principaux secteurs industriels parisiens.

Dix années avaient passé depuis mon précédent séjour en France, mais notre amitié était intacte. Mes camarades avaient suivi avec le plus vif intérêt la lutte que nous avions menée pendant ces années et n'avaient pas manqué de chercher à savoir ce qu'était devenu et ce que faisait celui qu'ils connaissaient sous le nom d'"Alexandre". Ils voyaient souvent mon nom dans les journaux bourgeois ou socialistes, particulièrement dans les dernières années à cause de la lutte interne au parti. Ils avaient entendu dire que leur compagnon de travail et de lutte était maintenant exilé quelque part dans la taïga sibérienne, pour son intransigeance et ses désaccords avec le régime existant. Ils avaient tenté, mais en vain, d'en avoir confirmation. Il va de soi que ces camarades me bombardèrent de questions sur notre pays, notre politique, notre tactique. Tous continuaient à travailler en usine, dans des imprimeries,

sur des chantiers, prenaient une part active à la lutte syndicale et politique. Certains avaient été les fondateurs des premiers comités de la III^e Internationale, dès 1918-1919, mais la plupart étaient désormais hors du Parti communiste français. Certains étaient restés dans le vieux Parti socialiste, d'autres étaient passés dans l'autonomie, sur le plan politique comme sur le plan syndical.

Dans nos conversations, qui avaient lieu dans des appartements ouvriers où l'on m'invitait à déjeuner ou à dîner, à prendre un café ou un verre de vin, on me posait les questions les plus diverses, qui exigeaient de longues heures d'explications. Finalement, je demandais à mes camarades qu'il résumât par écrit toutes leurs questions et leurs doutes pour que je puisse répondre systématiquement sur tout. Et ils établirent ce questionnaire. Il est caractéristique de l'état d'esprit des militants de base et peut fournir d'utiles indications et explications au fait que notre révolution, qui avait suscité un tel enthousiasme dans le prolétariat français en 1919-1920, n'impressionne plus aujourd'hui autant sa conscience et son cœur. Des ouvriers appartenant aux courants politiques les plus divers participaient à ces conversations, il y avait des communistes, des socialistes, des anarchistes, des syndicalistes ; en un mot, tout ce qui fait la richesse de la classe ouvrière française était représenté.

La principale question, c'était plutôt un reproche qu'une question, à l'égard de notre parti était que nous étions la cause de l'émiettement des forces révolutionnaires du prolétariat français. Les camarades argumentaient ainsi leur position :

« Il nous semble que la raison du morcellement des forces révolutionnaires chez nous est le résultat des événements révolutionnaires à l'Est, engendrés par la guerre. Cette influence apparaît dans l'ingérence dans le mouvement ouvrier de notre pays des camarades russes, qui ont le pouvoir en Russie et dans l'Internationale. A cause de cette influence, nos organisations ouvrières ne peuvent s'orienter par elles-mêmes. Les buts poursuivis par les camarades russes sont

clairs. Ils veulent diriger les efforts du prolétariat révolutionnaire de tous les pays vers la conquête de la "démocratie centralisée" en Europe par le moyen de la révolution internationale. Cette orientation est contraire à l'esprit français, car, ayant l'expérience pratique de ce système du centralisme démocratique, le mouvement ouvrier français voudrait précisément s'en affranchir et se développer dans le sens du droit pour le prolétariat à se diriger lui-même et d'un système social décentralisé, qui donnerait à divers groupes autonomes dans chaque pays la possibilité de s'organiser librement eux-mêmes. »

De l'avis des camarades, les principes du syndicalisme sont à la base de ce système qui remplacerait le "centralisme démocratique". Toute une série de fausses interprétations, tant sur notre III^e Internationale que sur le centralisme démocratique lui-même, conduisent à cette affirmation, qui est en même temps une accusation. Les camarades confondaient le principe de fonctionnement de notre parti sur la base du centralisme démocratique et s'imaginaient que le but de notre révolution et de nos espoirs internationaux était la constitution de la démocratie centralisée en Europe de l'Ouest, à l'aide de la révolution internationale, c'est-à-dire la remise du pouvoir aux éléments petit-bourgeois. C'est ainsi qu'ils comprennent la lutte pour la "démocratie centralisée".

Le second groupe de questions auxquelles j'ai été confronté dans une série de rencontres et de discussions était les prétendues "tendances russes" visant à réaliser l'unité idéologique et organisationnelle du mouvement ouvrier européen. Mes interlocuteurs voyaient dans cette tendance la raison de toutes les scissions et divergences qu'ils voyaient sous leurs yeux. Il va de soi que toutes ces intentions malignes des Russes et leurs tentatives d'imposer à tout le mouvement ouvrier international une idéologie et une organisation unique étaient dictées par "le même but, la révolution internationale au nom de la démocratie centralisée", que cette lutte pour la démocratie centralisée, étant le but de notre révolution internationale, exigeait, bien

entendu, l'unité idéologique et organisationnelle correspondantes. C'était, à leur avis, nécessaire pour que les conspirateurs russes puissent mieux diriger. C'est pourquoi tous ceux qui s'opposaient à cette volonté de réaliser "ce grand but, l'instauration de la démocratie centralisée en Europe", étaient considérés comme des ennemis.

Les syndicalistes "purs", et les syndicalistes révolutionnaires surtout, déclaraient que là était la raison de l'hostilité des communistes envers les syndicalistes révolutionnaires, surtout ceux qui étaient restés fidèles à la Charte d'Amiens. Cette attitude engendrait haine et division. "Nous pensons, me disaient-ils, que nos camarades russes doivent comprendre que le mouvement ouvrier dans chaque pays se développe conformément à ses conditions historiques propres, à son tempérament, à sa nature. En négligeant ces lois sociales et naturelles, les camarades russes ont détruit l'harmonie de ce mouvement et ont atteint le but opposé à celui qu'ils s'étaient fixé. Ils n'ont pas su tirer les leçons des événements historiques de la guerre et de l'après-guerre qui ont fait naître l'immense élan des peuples à se libérer eux-mêmes."

Le troisième groupe de questions, qui venaient essentiellement des syndicalistes, était de savoir en quoi nous, les Russes, étions en désaccord avec la fameuse résolution adoptée au congrès de la Confédération générale du travail à Amiens.

"Vous ne pouvez ignorer cette circonstance que les syndicalistes sont fidèles à ce congrès parce qu'il a parfaitement exprimé les buts et les moyens de la lutte de la classe ouvrière. Ses décisions sont la charte de notre unité idéologique et organisationnelle. Elles affirment l'indépendance de notre mouvement et de son activité. Ses buts contiennent tous les objectifs de la lutte sociale, puisqu'ils partent de l'abolition du salariat et du patronat pour aboutir à l'appropriation des moyens de production et d'échange. Ainsi le mouvement ouvrier purement syndical français est devenu un mouvement social, qui inclut toutes les nuances du mouvement ouvrier. La

Charte d'Amiens n'exprime rien d'autre que les véritables sentiments de la classe ouvrière. La lutte de classe est menée par des organisations de classe. Sous l'influence de ces idées, la classe ouvrière a constitué dans toute une série d'endroits ses propres institutions, qu'elle oppose aux institutions capitalistes."

C'est dans ce langage savant que les camarades exprimaient leur protestation face à la scission dans le mouvement syndical français et aussi vis-à-vis de notre politique.

Le quatrième groupe de questions concernait notre situation intérieure et les acquis réels de notre révolution d'Octobre. Les prolétaires avec qui je discutais tentaient distinguer le vrai du faux, sur la base des informations données par la presse, sur ce qui se passait dans notre pays. On peut imaginer la confusion qui régnait si je dis que les ouvriers français se représentaient notre ancienne politique économique comme une étape déjà atteinte du socialisme. Il va de soi que j'ai dû expliquer longuement les choses les plus élémentaires, par exemple que toute la période depuis Octobre jusqu'à aujourd'hui est une période de lutte pour le socialisme et l'établissement de voies y menant, mais que nous ne pouvions pas dire que nous avions déjà atteint un ordre socialiste, que notre nom de "République socialiste soviétique" signifie seulement que le parti qui dirige aujourd'hui la politique du pays a comme but l'instauration du socialisme, mais le socialisme lui-même n'est pas encore atteint.

Mes amis et connaissances exprimaient souvent l'idée qu'il n'y avait presque pas de classe ouvrière en Russie avant la révolution et que, s'il y avait un certain nombre d'ouvriers, leur situation de classe était encore imprécise, qu'ils étaient encore si liés à la campagne et à la paysannerie qu'il leur semblait que les prolétaires russes ne formaient pas encore une classe. Certains syndicalistes formulaient ainsi leur point de vue sur la question :

"Du point de vue du syndicalisme, ou plus exactement de la pratique syndicale, la classe ouvrière, en tant que telle,

n'existait pas encore en Russie ou, en tout cas, elle n'avait pas encore forgé ses institutions, découlant des conditions de production capitalistes, qui lui auraient permis, au moment nécessaire, de réaliser les changements révolutionnaires."

De ces prémisses, il découlait naturellement que, puisqu'il n'y avait pas en Russie de classe ouvrière constituée en tant que telle, il ne pouvait y avoir de révolution prolétarienne. Et d'assez larges cercles de syndicalistes, et avec eux les anarchistes, considéraient que la révolution actuelle en Russie n'était qu'une révolution politique de nature bourgeoise, comme le prolétariat d'Europe de l'Ouest en avait connues beaucoup et auxquelles il avait participé comme combattant sans en recueillir les fruits. Il est évident qu'ils considéraient que la France n'avait pas besoin de ce genre de révolution. En cela, ils avaient indubitablement raison. La révolution politique en France appartient au passé. Mais dans la mesure où ils mettaient des lunettes françaises pour examiner la Russie, j'étais avant tout étonné de l'ignorance des ouvriers d'Europe, et même de nos camarades de parti dans les usines, sur le mouvement révolutionnaire dans notre pays et le rôle qu'y joue la classe ouvrière. Jusqu'à aujourd'hui, les ouvriers étrangers n'ont qu'une information partielle sur la révolution russe. Ils connaissent énormément de choses, souvent fausses, sur la lutte interne au parti, mais ne savent absolument rien de l'activité de la classe ouvrière, des organisations ouvrières, syndicales, culturelles ou autres, et ils se représentent les soviets eux-mêmes non comme un système et le fondement de l'organisation du pouvoir, mais plutôt comme un lieu de meetings.

Tous les groupes ouvriers, qu'ils soient réformistes, syndicalistes ou communistes, expriment le plus grand intérêt pour la situation de la classe ouvrière dans notre pays. La presse réformiste et les partis socialistes, au Parlement ou dans les réunions, la décrivaient souvent sous les couleurs les plus sombres. Nos compagnons d'idées s'efforcent de dissiper ces informations négatives, mais souvent en répondant aux exagérations

réformistes par des exagérations inverses, idéalisant le niveau des salaires et les conditions de vie de nos ouvriers. Le bureau international de la Ligue des Nations publie un bulletin spécial et même des rapports séparés consacrés à la situation de la classe ouvrière dans notre pays, sur la base de données et de documents soviétiques officiels. Ces matériaux, particulièrement sur le niveau des salaires et la cherté de la vie, sont largement diffusés en Europe et sont utilisés pour saper l'autorité et l'influence des communistes dans tous les pays. Les informations concernant la situation difficile des travailleurs dans notre pays et d'autres sujets contribuent effectivement

à affaiblir l'autorité de la révolution russe. Si nous tentons de comparer l'état d'esprit actuel des ouvriers, même à Paris, avec ce qu'il était il y a quelques années, on verra très facilement le changement. Si, autrefois, des masses immenses de prolétaires accouraient à l'annonce que quelqu'un était arrivé d'Union soviétique et allait faire une conférence, accueillant avec enthousiasme tout discours sur les luttes ouvrières dans notre pays, la situation est aujourd'hui tout autre. Même l'arrivée à Paris du consul de Russie n'a réuni à la gare du Nord qu'un nombre infime d'ouvriers, essentiellement des communistes.



A. Chliapnikov (deuxième à gauche) au milieu d'un groupe d'ouvriers, en 1910.



A. Chliapnikov (à droite).